

L'argent, nerf des réseaux français. Pourquoi Paris a soutenu le régime Mobutu jusqu'au bout.

Stephen Smith

Libération, 9 septembre 1997

Jusqu'au dernier moment d'un règne dictatorial de trente-deux ans, Paris a soutenu Mobutu. Pourquoi, à l'instar des « parrains » belges et américains du maréchal-président, la France ne l'a-t-elle pas lâché, lorsqu'il devint évident qu'il allait être balayé par le mouvement rebelle de Laurent-Désiré Kabila ? Parce que les « réseaux Foccart » et, notamment, leur cheville ouvrière sur le tard, M^e Robert Bourgi, avaient intérêt à le maintenir au pouvoir. Voici un extrait du livre-enquête d'Antoine Glaser et de Stephen Smith qui paraîtra, le 20 septembre chez Calmann-Lévy, sous le titre *Ces Messieurs Afrique*. Des réseaux aux lobbies.

Autre chef d'Etat en perte de vitesse, dont l'éjection finale coûtera politiquement aussi chère à la France qu'elle aura, en attendant, rapporté gros à ses missi dominici qui la retardent par tous les moyens : le maréchal Mobutu Sese Seko du Zaïre. Au début, l'avocat Bourgi aide surtout les enfants à Paris du maréchal-président, sa fille Ngawali et son fils Nzanga, à assurer depuis Paris l'intendance du « grand léopard » paternel. C'est dans la bonne tradition foccartienne. En 1970, à la suite du voyage au Zaïre de Jacques Foccart ayant amorcé le lévi-

rat colonial français dans l'ex-colonie belge, Mobutu avait inscrit deux de ses filles dans un pensionnat à Reims. Pour créer un climat de confiance, rien ne vaut un gage familial. Aussi, en 1992, alors que son mari reste « tricard » selon l'expression de l'avocat-conseil, Robert Bourgi facilite la venue dans la capitale française de « Mama la présidente ». Bobi Ladawa en profite pour aller déjeuner chez Lasserre, l'une des deux cantines à Paris du maréchal. Le vieux René Lasserre offre une bouteille de Dom Perignon à Madame, avec un petit mot d'amical souvenir pour Monsieur. Mais le Zaïre est encore un grand pays, du moins pour ceux qui en sortent et, aussi, pour les « amis » à l'étranger chargés d'évaluer son déclin. Pendant que Robert Bourgi se rend indispensable à la famille présidentielle, Michel Aurillac et Pierre Moussa vérifient les finances du pays en procédant à un audit de la Banque du Zaïre (1). Ils ont obtenu un contrat de 1,4 million de francs pour éplucher les comptes de l'institut d'émission.

Dès l'été 1993, le duo Foccart-Bourgi a persuadé les conseillers Afrique de François Mitterrand, Bruno Delaye et Dominique Pin, que la France avait une carte à jouer au Zaïre avec Mobutu qui, à les entendre, n'as-

pirait plus qu'à se retirer. C'est à cette époque, aussi, que Paris a appris la « maladie incurable » du maréchal-président, atteint d'un cancer de la prostate depuis 1989. Des rencontres secrètes ont alors eu lieu à Bruxelles entre des émissaires français et le Premier ministre pressenti, Léon Kengo Wa Dondo. La France a garanti au maréchal que, s'il acceptait Kengo et ne s'occupait plus des finances, le Premier ministre ne toucherait ni à sa famille, ni à ses biens et, au contraire, lui assurerait une « liste civile » royale (2). Les intermédiaires poussaient le soin jusqu'à mettre en place un circuit financier entre le Premier ministre et le président zaïrois, dont ils n'étaient pas absents. En contrepartie, avec l'accord de François Mitterrand qui acceptait de le recevoir le 16 octobre 1993 à l'île Maurice, en marge du sommet francophone, Mobutu s'est offert un premier retour en scène, quoique toujours indésirable en Occident. Sa réhabilitation s'est heurtée à de vives résistances. En France, celles-ci se sont cristallisées autour du « visa humanitaire » que cherchait à obtenir Madame Mobutu, dont l'un des fils, Bangembo Nyiwa, était alors soigné dans le service du professeur Crickx à l'hôpital Bichat. En fait, atteint du sida, il s'y mourait lentement. Tous les relais du maréchal à Paris ont rivalisé d'interventions pour permettre à Bobi Ladawa de se rendre à son chevet : Charles Pasqua et son « représentant » à Kinshasa, M^e Jean-Paul Lanfranchi, Valéry Giscard d'Estaing et son homme auprès de Mobutu, Hubert Lassier, qui disparaîtra le 18 décembre 1995 au Niger dans un accident d'avion aux côtés du leader touareg Mano Dayak, et, bien sûr, Jacques Foccart et Robert Bourgi, qui finissent par régler le problème. Cette mobilisa-

tion des amis du maréchal serait émouvante, si le gestionnaire du « patrimoine liquide » à la cour du président zaïrois, à l'époque le Français Albert-Henri Buisine, chef de la « maison civile » avec rang de ministre, n'assurait pas que 400 000 dollars (plus de deux millions de francs) ont été distribués afin de « débloquer » le visa humanitaire pour la France.

L'argent a également joué un rôle non négligeable dans l'éphémère résurrection de Mobutu qui, sur fond de génocide au Rwanda et de la « crise des réfugiés » subséquente, est redevenu fréquentable comme « ami de l'Occident ». Cet objectif, qui a été atteint, aura été celui d'un trio de choc belgo-franco-américain (3). La réhabilitation du maréchal-président zaïrois n'a donc pas été, exclusivement, une œuvre française. Cependant, malgré l'étonnant mélange des genres du côté américain, il est révélateur que les promoteurs belges et américains de Mobutu ont travaillé dans les couloirs, encaissé l'argent, exercé leur influence mais ne sont pas parvenus à « faire » la politique de Bruxelles ou de Washington. C'est toute la différence entre réseau et lobby. Dès lors que la diplomatie américaine, puis la diplomatie belge ont estimé qu'il n'était plus dans leur intérêt de soutenir Mobutu et, au contraire, qu'il fallait s'en défaire urgemment, elles ont laissé tomber leur ancien allié, et le groupe de pression en sa faveur n'y a rien changé. Mais, à l'Elysée, prenant d'une main l'argent de Mobutu et faisant de l'autre la politique de la France, le réseau Foccart a assuré un soutien officiel jusqu'au-boutiste au maréchal-président. Ce dernier est, toujours, « l'ami de la France » lorsque, depuis plusieurs mois déjà, il n'est plus « l'ami

de l'Occident ». Seulement coparrain de Mobutu et, au Zaïre, plutôt « petit Satan » par rapport aux Belges et Américains, Paris payera les pots cassés pour tout le monde.

(1) Respectivement l'ex-ministre RPR de la Coopération et l'ancien patron de Paribas.

(2) La « liste civile » est passée de 50 millions de dollars par mois en 1991 à 5 millions en 1994, l'incitant à piller des comptes bancaires zaïrois à l'étran-

ger, et à injecter de la fausse monnaie dans son pays...

(3) Il s'agit de M^e Robert Bourgi, de l'ancien vice-secrétaire d'Etat américain chargé de l'Afrique, Herman Cohen, et de Max-Olivier Cahen, lobbyiste et fils d'un ambassadeur belge longtemps très proche de Mobutu. Ce trio a signé en mars 1994 un contrat de « communication politique » avec Mobutu portant sur 600 000 dollars.